



Electron libre

Atomisés... Des grèves générales de l'an passé, il ne reste rien. Chacun est retourné en solo à son turbin, à son bulletin de vote. Et a confié son futur aux patrons, aux élus.

Exposés... Tchernobyl, vingt ans déjà. Le nombre de malformations congénitales explose, mais une habile dispersion des victimes dans l'ex-Union soviétique permet de contourner les statistiques. Quant aux « liquidateurs », soldats envoyés à la mine pour construire le sarcophage, ils sont tellement morts que les interviews deviennent difficiles. Bref, Tchernobyl est la preuve que le nucléaire est une « bénédiction ». Et nous confions notre santé aux nucléocrates.

Des noyaux néonazis s'arment, fourbissent leur « Ordre nouveau ». Et nous préparent une société d'humains marchant au pas de loi, un monde déshumanisé marchant au pas de l'oie. Des dingues en armes aux pochetrons du zingue, le fascisme monte en flèche. On le sait : les pourcentages affichés par le Front national et le Vlaams Belang ne reflètent pas la réalité du racisme. Les idées xénophobes et autoritaires, disséminées par ces partis, ont contaminé des corps sociaux entiers. Armée, journaux ou partis traditionnels n'en sont pas exempts.

Comme la divine providence vient au secours des audacieux, la hausse du prix du fioul relance le nucléaire qui, argument très employé, n'aggrave pas l'effet de serre. Le nucléaire reprend du poil de la bête. On va passer aux réacteurs du futur, chargés de remplacer les vieilles machines.

Les compteurs Geiger s'affolent, les sondages aussi. Le sécuritaire reprend du poil de la bête. Déjà on compte les réactionnaires du futur, chargés de huiler la machine à vote. Pour ne pas laisser le champ libre aux spécialistes de la peur estampillés FN ou VB, des femmes et des hommes politiques de gauche comme de droite jouent la carte sécuritaire. Jeu dangereux : en légitimant des idées nauséabondes, ils risquent de provoquer un effet boule de neige. Gare aux réactions en chaîne.

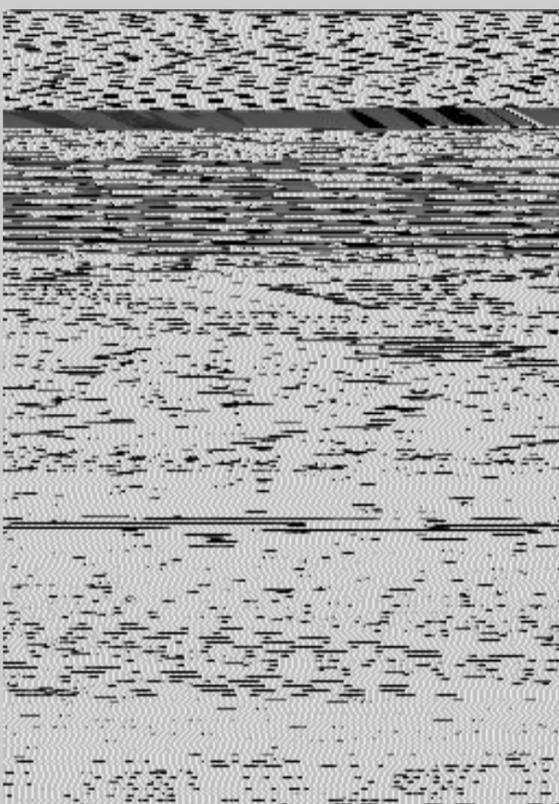
Développons nos synergies. Créons des alternatives. Reprenons nos vies en main, pour un autre futur. L'espoir est un arbre qu'on n'abat pas.



Merci à Maester pour son dessin

En avant s'il n'y a pas d'avance !

A voix autre présente
SK14.



Le 14/10, faites la fête à la
 péniche Fulmar et
 soutenez le journal !

La Suisse complètement coucou

La vague xénophobe a touché le « pays neutre ». Le 25 septembre, les Helvètes ont voté à 68% en faveur de la nouvelle loi sur l'immigration et à 67,8% pour le durcissement des conditions d'accès au droit d'asile. Désormais, les autorités suisses pourront notamment rejeter sans examen les demandes de personnes sans papiers d'identité. Elles pourront également détenir des déboutés « récalcitrants » du droit d'asile pendant 18 mois, soit le double du délai actuel. Si des étrangers non européens désiraient néanmoins aller travailler dans un tel pays, ils devraient à l'avenir prouver qu'ils disposent de qualifications professionnelles particulières et qu'aucun travailleur suisse ni européen n'a été trouvé pour occuper le poste de travail qu'ils briguent. 70% des Suisses ont-ils un coffre-fort à la place du cœur ? Etrangers à tous les Etats, unissons-nous !

Europe Lacryma Christi

Face au silence-radio des chanceleries qui a suivi les consternantes provocations de Benoît XVI sur l'Islam, le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso a pleuré dans les jupes du Saint-Père : « J'étais déçu qu'il n'y ait pas plus de dirigeants européens qui disent : « Évidemment, le pape a le droit d'exprimer son opinion. » » Y en a qui devraient arrêter de picoler l'eau du bénitier et se remettre au gros rouge.

Pologne Petits troubles entre amis

En Pologne, nouveau coup de théâtre signé par les frères jumeaux Kaczynski, président de la République et Premier ministre (et vice-versa). Quatre mois et demi après avoir constitué un gouvernement de coalition avec les populistes de Samoobrona et l'extrême droite de la Ligue des familles polonaises, la droite très conservatrice du parti Droit et Justice (PIS) s'est débarrassée Andrej Lepper, vice-premier ministre et leader des populistes. (L'Humanité du 25 septembre) Lepper refusait d'approuver le budget 2007 s'il n'obtenait pas plus de moyens pour l'agriculture. Le Premier ministre Jaroslaw Kaczynski a justifié sa décision au motif qu'Andrej Lepper serait « revenu à ses pratiques de faiseur de troubles ». Et voilà, avec les tenants de l'ordre et de la discipline au pouvoir... c'est « chaos à tous les étages » et mise en péril des droits de l'Homme. Qu'ils se déchirent entre eux : ça fera des vacances aux antifascistes.

Israël Soldat, écoute ta mère

Le 15 août, le quotidien Maariv a divulgué des infos dont on n'a pas fini de parler : le chef de l'état-major israélien Dan Haloutz a liquidé son portefeuille d'actions en Bourse le 12 juillet à midi, c'est-à-dire trois heures après l'enlèvement des soldats de Tsahal (l'armée israélienne) et que la Bourse de Tel-Aviv commençait à plonger en raison des premières frappes aériennes sur les infrastructures du Liban.

« La prochaine fois qu'il me téléphonera, je conseillerai à mon enfant de désertier », a affirmé une mère interviewée en direct sur Kol Israël, la radio publique. « Je préfère le savoir en prison plutôt que sur un champ de bataille où il risque de se faire trouer la peau pour des gens qui ne pensent qu'à leur profit. » (Le Soir du 16 août) Cette réaction, comme les milliers d'autres téléphoniques et courriels, fait suite au communiqué de Tsahal justifiant les opérations financières de Haloutz.

Le soldat Haloutz pensait-il un jour réveiller de pacifiques sentiments maternels en s'engageant sous les drapeaux ? En vendant son portefeuille, le chef de l'état-major a sans doute fait... une bonne action.

Retrouvez les + du journal dans les news du site www.avoixautre.be :

- L'interview de Canek Guevara, le petit fils du Che. « Si la gauche internationale est solidaire du peuple de Cuba, elle doit répudier la dictature », dit ce membre du Mouvement libertaire cubain.

- Le point de vue des Libanais d'Al Badil al Chououi al taharruri (Alternative communiste libertaire) sur la situation de leur pays.

- La réouverture d'un vieux dossier par la justice liégeoise : « L'altermondialisme est-il un crime? »

- Et bien d'autres...

Ce jeudi 7 septembre, dix-sept activistes - dont dix militaires - néonazis ont été arrêtés. Membres de l'organisation clandestine Bloed-Bodem-Eer en Trouw (BBET), ils se préparaient, selon la justice belge, à organiser des actions terroristes. BBET est issu de la « division flamande » de Blood and Honour, une organisation néonazie internationale. Depuis plusieurs années, Résistances dénonce l'existence de cette mouvance extrêmement violente. Radioscopie de celle-ci.

Sang, vol, horreur et autorité

C'est au tout début des années 90, qu'une « Belgian division » de Blood and Honour (B&H) apparaît en Belgique. B&H est une organisation skinhead néonazie internationale. Des publications néonazies néerlandophones, comme francophones (par exemple « Bec et ongles », alors éditée par un dirigeant du groupe l'Assaut) vont s'occuper de la promotion des activités des militants belges de B&H. La « Belgian division » est localisée à Waarschoot. Son adresse (une boîte postale) est la même que celle de la revue néonazie « Thule », le nouveau titre de « Euro-Forum », un opuscule réalisé par des néonazis belges, néerlandophones et francophones. Parmi eux, il se trouve le dirigeant de l'Assaut et futur dirigeant-fondateur, en 1999, du mouvement Nation.

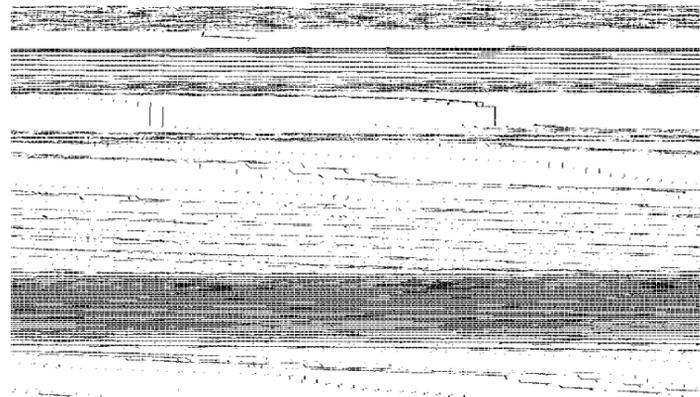
C'est surtout en Flandre que Blood and Honour va se développer. Notamment avec le soutien idéologique de Bert Eriksson, l'ancien « führer » du Vlaamse militanten orde (VMO), milice néonazie interdite par la justice belge.

Une mouvance très bien structurée

En Belgique, les productions « oi » (musique skinhead) faisant partie de la « galaxie » de Blood and Honour sont alors distribuées par Pure-Impact, un label de disque

fondé en 1984, dans la périphérie bruxelloise, par un skin proche du Parti des forces nouvelles et du groupe l'Assaut.

Au début des années 2000, une « division flamande » de B&H va se



réactiver, sous le nom de Blood and Honour-Flanders puis Vlaanderen. Cette dernière est en relation étroite avec une série de groupes néonazis : Groen-rechts, l'ex-Vlaamse jongeren Mechelen (VJM), la Vlaamse Jongeren Westland (VJW)... Les skinheads néonazis participent encore aux manifestations du Comité nationalistes tegen globalisering (le Comité des nationalistes contre la globalisation) et à celles du Comité nationalistes contre l'Otan. Ces comités permettent alors aux activistes de diverses organisations d'extrême droite de se retrouver et de militer ensemble pour d'identiques causes. Dans

cette mouvance politique, ils vont également côtoyer des affiliés des Vlaams Blok/Belang jongeren (VBJ), l'organisation de jeunesse du parti nationaliste flamand. Une preuve de plus des liens maintenus entre le VB et la mouvance néonazie.

Organisant des concerts de musique « oi », la division flamande de B&H est également totalement impliquée dans le soutien aux négationnistes, dont l'objectif est de nier le génocide juif commis durant la Deuxième Guerre mondiale et de réhabiliter le nazisme.

Le 2 mars 2002, quelque part en Flandre et dans la totale clandestinité, B&H-Vlaanderen participait ainsi au « Revisionistisch congres » où prirent la parole Siegfried Verbeke (leader du groupe négationniste anversoïis VHO), Bert Eriksson (ex-VMO), Vincent Reynouard (négateur français exilé

en Belgique et depuis lors responsable de la section francophone de VHO) et Paul Kruger (pseudonyme du porte-parole de Blood and Honour-Vlaanderen).

Sang-Sol-Honneur et Fidélité

La défense du négationnisme et de l'héritage « national-socialiste » va aussi se faire dans la revue « Bloed-Bodem-Eer en Trouw » (en français : Sang-Sol-Honneur et Fidélité, une devise nazie) également connue par ses initiales : BBET. Cette publication confidentielle néonazie flamande se présente comme étant la revue de réflexion idéologique de la mouvance de Blood and Honour.

Le 19 mars 2005 à Waasmunster, près d'Anvers, BBET organisait un meeting néonazi clandestin pour soutenir les « prisonniers politiques » emprisonnés pour négationnisme. Depuis, suite à des conflits internes apparus au sein du B&H-Vlaanderen, l'équipe rédactionnelle réalisant BBET aurait fait dissidence et formée ensuite son propre groupe. Qui prendra le même nom que la revue.

C'est BBET qui fut l'objet de l'opération policière, du 7 septembre, et qui permit l'arrestation de dix-sept néonazis belges. Selon nos confrères de Blokwatch, BBET serait constitué d'environ 25 activistes. Blood and Honour-Vlaanderen aurait pour sa part été épargné par l'opération policière. Pour l'instant.

En Wallonie et à Bruxelles aussi ?

Il n'y a jamais existé, du côté francophone, de « division Wallonne » ou « Bruxelloise » de Blood and Honour. Cependant, des bandes de skinheads francophones se sont revendiquées de l'idéologie véhiculée par B&H. Au début des années 90, à Liège, un fanzine (un

journal amateur) skinhead, « Blind Justice », avait par exemple des contacts avec les représentants belges de B&H. « Blind Justice » était alors proche du groupe l'Assaut.

Aujourd'hui la majorité des skinheads néonazis francophones est active au sein du Front national et du mouvement Nation. Ce dernier a été fondé par l'ex-leader de l'Assaut. Ce groupe néonazi s'était, dans les années 80 et 90, spécialisé dans le recrutement de jeunes « crânes rasés ». Dans le mouvement Nation en général, dans Jeune Nation (son organisation de jeunesse) en particulier, les skinheads restent nombreux. Ils partagent la même idéologie que les skinheads flamands de Blood and Honour. Récemment encore, plusieurs militants de Jeune Nation participaient au service d'ordre d'une manifestation de Belgique & Chrétienté, un groupuscule intégriste catholique membre du « réseau social » du mouvement néofasciste Nation. Une preuve de plus que les skinheads ont des contacts qui vont au-delà de leur environnement politique immédiat.

Un danger skin ?

Si la version néonazie du « mouvement skin » représente un véritable danger, c'est l'ensemble de sa mouvance et de ses soutiens politiques qui doivent ici être stigmatisés. En effet, les skinheads ne sont que les « troupes de choc » de formations et d'organisations d'extrême droite dont l'objectif reste le même : la destabilisation du système politique actuel pour le remplacer par un régime d'Ordre nouveau.

Tel était en tout les cas, l'objectif des apprentis terroristes de BBET arrêtés le 7 septembre.

[Manuel Abramowicz]

Résistances.be, agence de presse antifasciste.

Blood and Honour : une internationale néonazie

Blood & Honour (B&H) est fondé en Grande-Bretagne, à la fin des années 70, par Ian Stuart (1957-1993), un dirigeant du National front (NF) qui souhaite recruter et politiser les jeunes skinheads. Les skinheads appartiennent alors à un mouvement culturel issu de la classe ouvrière britannique. Ils sont plutôt antiracistes et leur musique est le « ska », un mixte entre le rock anglo-saxon et le reggae jamaïquin.

B&H deviendra la première organisation structurée et internationale rassemblant les skinheads de tendance « NS », c'est-à-dire « nationaux-socialistes ». Le mouvement de Ian Stuart se revendique comme étant l'héritier direct de la SS, l'élite de la dictature hitlérienne. Il est ouvertement antisémite. Les Juifs sont sa cible numéro un.

Organisant des concerts de « oi », le rock des skins, et la distribution des disques des groupes agissant sous son label RAC (Rock against communism), Blood and Honour va également fonder un groupe d'action qui se lancera ensuite dans des opérations terroristes, sous le nom de « Combat 18 » (un et huit, pour la première et la huitième lettre de l'alphabet, soit AH, c'est-à-dire les initiales d'Adolf Hitler).

Fort de plusieurs « divisions » à l'étranger (en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique, aux Etats-Unis et maintenant en grande partie dans la plupart des pays de l'ex-Bloc soviétique), B&H a néanmoins connu des conflits internes qui donneront lieu à des dissidences, comme celle des Hammers skins.

[MAz]

Des chemises brunes sous l'uniforme kaki

Après l'arrestation de 17 skinheads du groupe Bloed-Bodem-Eer-Trouw parmi lesquels figurent 10 militaires, des bruits de bottes particuliers proviennent à nouveau des forces armées. Cette fois, on a appris que trois militaires (un caporal chef, un médecin commandant et un commandant), se présentent sur les listes du parti d'extrême droite Vlaams Belang, à l'occasion des scrutins communaux du 8 octobre.

S'il est peu surprenant que les rangs de l'armée comptent quelques partisans de l'« Ordre nouveau », ça n'en reste pas moins très inquiétant. Des racistes armés et entraînés, disciplinés et capables de mener des opérations, représentent un danger tout particulier pour nos libertés fondamentales.

L'autorisation accordée (en mai dernier) aux militaires d'exercer un mandat politique au niveau local reste par ailleurs une source importante d'inquiétude quant aux multiples dérapages possibles : confusion des rôles, voire ingérence de membres des corps armés dans la vie des citoyens, « caution morale » apportée à des idées nauséabondes en raison du « prestige » de l'armée... La présence de militaires sur les listes du Vlaams Belang en est, hélas, une illustration.

Il semble décidément urgent que la Grande Muette passe une bonne fois ses troupes en revue... Et que les pacifistes et libertaires s'activent à la construction d'un monde sans soldats ni fusils.

[Paul]

Le Front National, n°1 de la bêtise

Lors du tirage au sort des numéros attribués aux listes présentes en Wallonie lors des scrutins communaux du 8 octobre, le Front national avait décroché le n°1. Comme quoi le Hasard fait parfois mal les choses.

Les astres semblaient contraires aux antifascistes... Qu'ils nous excusent, on les avait mal interprétés. Le FN est bel et bien désigné numéro 1, mais de la bêtise et de la mauvaise foi.

Il est récemment apparu que le parti de la haine n'avait pas remis d'attestation du zigoto qui devait authentifier les différentes listes. Les partisans de l'« Ordre nouveau » viennent de découvrir les joies du Code électoral : le FN ne pourra pas utiliser son sigle ni le numéro qui lui était attribué.

Tentative lamentable de dissimuler son incompétence, le FN prétend qu'il est victime d'une machination du PS. Et ose avancer, sans rire, que s'il n'a pas signé de document, c'est parce qu'on ne lui a pas donné.

Les recours déposés par le Front national dans les différents bureaux de vote en vue de conserver le numéro national et d'employer son sigle n'ont pas abouti. Voilà qui a le mérite de nous faire pleurer... de rire. Mais qui, primo, n'empêchera malheureusement pas les pitres du FN de se présenter sous d'autres masques et qui, secundo, profitera, hélas, peut-être à leurs rivaux fascistes.

[Louize]

Source : Métro du 8 septembre 2006

Au programme de l'été 2006 du président-fondateur du Front national belge : de gros ennuis judiciaires (plaintes multiples, perquisitions, enquêtes...). Aujourd'hui, Daniel Féret est dans la ligne de mire de la justice. Et doit faire face, en interne, à une fronde d'opposants de plus en plus nombreux. Leur objectif avoué : le dégommer de sa présidence despotique et l'exclure du FN ! La fin politique du « système Féret » a-t-elle sonné ? Etat des lieux, à la veille des élections communales du mois d'octobre prochain, du « féretisme ».

La fin du «féretisme» ?

Le « féretisme » n'est pas une idéologie ou un courant politique. Ce terme désigne un système particulier d'agir en politique. Le système en question est celui mis en place par un dénommé Daniel Féret, médecin de profession et fondateur en 1985 du Front national belge (FN). Après plus de vingt ans de règne sur le FN et l'extrême droite belge francophone, tout semble maintenant s'accélérer contre Daniel Féret et son « système ».

Depuis qu'il a été condamné par la justice pour racisme en avril dernier, les enquêtes judiciaires pour d'autres faits se multiplient contre lui. Après plusieurs années pendant lesquelles les graves accusations portées à son encontre débouchaient sur une impunité judiciaire, il semble que le « dossier Féret » soit vraiment pris en considération, cette fois-ci, par la magistrature.

Depuis l'apparition en Belgique du Front national, Daniel Féret fut maintes fois accusés des pires dérives politiciennes. En général, les accusateurs sont de proches collaborateurs tombés en disgrâce et avec lesquels des conflits légendaires émergent ensuite au grand jour. Ils scandent à chaque fois la même rengaine : Daniel Féret confond la caisse du parti avec son portefeuille, et se sert du FN pour vivre comme un nanti ! Un portrait en porte-à-faux complet avec l'image que le Front national tente de donner de lui-même : celle d'un parti propre qui veut balayer les « pourris » du monde politique.

Aujourd'hui, on reproche toujours au président-fondateur du parti d'extrême droite une gestion financière douteuse dans le cadre de ses activités politiques et privées, liées notamment à la société immobilière Eurodim. Sous administration judiciaire, elle est décrite par certains comme étant le pilier du « système Féret ». Les patrons d'Eurodim sont Daniel Féret himself et sa compagne, Audrey Rorive, également députée régionale bruxelloise et membre de la direction frontiste.

Le couple présidentiel n'est plus protégé

Le parlement de la Communauté française (le 27 juin) et le parlement régional bruxellois (le 7 juillet dernier) ont récemment levé les immunités parlementaires de Daniel Féret et d'Audrey Rorive, le couple présidentiel du FN, qui y siégeaient en tant que députés régionaux bruxellois. C'est le procureur général de Liège, Cédric Visart de Bocarmé, qui en avait fait la demande. Pour quelle raison ? Des irrégularités dans la récolte des signatures pour le dépôt de la liste électorale du FN aux élections européennes de 2004. Il faut aussi savoir que des plaintes ont été déposées, pour le même motif, par François-Xavier Robert, le dirigeant du Front nouveau de Belgique (FNB), et Juan Lemmens, ancien député régional bruxellois FN et

actuel secrétaire politique de Force nationale, une autre scission frontiste. Dans les années 90, d'autres actions judiciaires avaient déjà été enclenchées pour le même motif. Sans suites apparentes. Aujourd'hui, la démarche de Cédric Visart de Bocarmé pourrait donner des résultats bien moins favorables à Féret.

En effet, la levée de son immunité parlementaire et de celle de sa compagne, ainsi que les enquêtes serrées à leur rencontre, permettent sans doute d'instruire correctement les enquêtes en cours et de poursuivre Daniel Féret et sa compagne devant les tribunaux pour les faits graves qui leur sont reprochés, quoi qu'en disent les intéressés. L'heure de gloire et de laisser aller à l'égard de Féret-Rorive semblent bel et bien terminés. Il était temps.

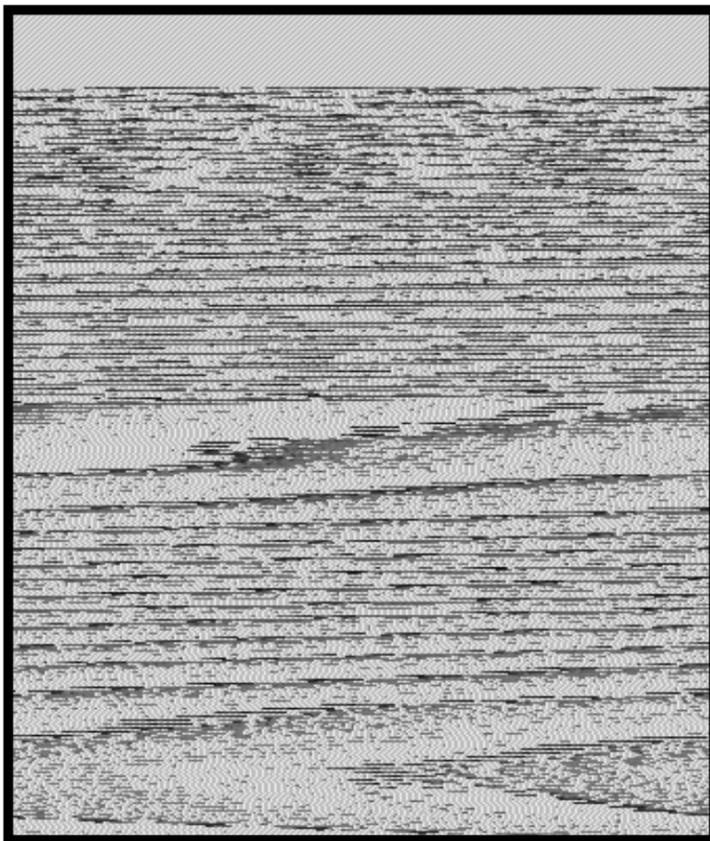
Perquisitions chez Féret & compagne

Les 13 et 14 juillet derniers, le « dossier Féret » a pris un tournant décisif. Plusieurs perquisitions ont été réalisées dans l'entourage présidentiel immédiat. Les lieux visés : le domicile du couple Féret-Rorive, le siège du Front national et le domicile de Guy Hance. Comptable du FN, Hance fut député régional bruxellois (1999-2004) et reste l'un des derniers fidèles du « président à vie ». Selon certaines sources, les comptabilités de l'Association de financement du Front national (AFFN), asbl créée après les élections législatives de 2003 pour percevoir la dotation publique, de l'ancienne asbl du FN (fondé en 1985) et de la société immobilière de Daniel Féret (Eurodim) auraient été saisies par les enquêteurs. Elles seraient à l'heure actuelle toujours analysées.

Ces perquisitions historiques font suite à la plainte déposée, au début de l'année 2005, par le sénateur ex-FN Francis Detraux (aujourd'hui président du parti Force nationale, une des dernières dissidences frontistes). Motif de la plainte : abus de biens sociaux. Dans le cadre de la comptabilité de l'AFFN, plusieurs des administrateurs (ou anciens administrateurs) de l'AFFN sont également à la base d'actions en défiance contre Daniel Féret,

qui en est le président et possède seul la signature permettant les opérations financières. L'objet du litige : un va-et-vient d'argent entre l'asbl de financement du FN, Eurodim et des membres de la nébuleuse Féret. Il est notamment question d'un prêt douteux de 250.000 euros fait par l'AFFN à Audrey Rorive. Prêt ensuite transféré sur les comptes d'Eurodim, et permettant alors à la société immobilière « présidentielle » d'acquiescer une villa à la côte d'Azur...

Il faut savoir que depuis le début de sa création, il y a trois ans, la transparence financière de l'AFFN - constituant les bases légales du parti - a été maintes fois mise en cause par la majorité de ses administrateurs. Ce qui a poussé Féret à orchestrer des purges afin d'éliminer les administrateurs trop curieux : le député régional wallon Charles Pire fut ainsi suspendu de l'asbl après sa demande de consultation des comptes de l'année 2004. Patrick Sessler, ex-bras droit de Féret, fut lui « démissionné » de l'AFFN.



Féret devant le juge

Le 16 juillet dernier, suite aux perquisitions des jours précédents chez Féret, dans un communiqué de presse conjoint, Charles Pire, Patrick Sessler, Jean-Marie Borbouse (député régional wallon) et Emanuele Licari di Castel Mola (membre effectif de l'AFFN et dernier responsable de la section jeune du FN) accusaient la direction réelle du FN (Féret-Rorive-Hance) d'abus de biens sociaux et remettaient ainsi totalement en cause la gestion financière de l'association pivot du parti d'extrême droite. Pour eux, Daniel Féret, Audrey Rorive et Guy Hance se seraient rendus coupables d'irrégularités dans la gestion de l'argent public que perçoit l'AFFN sous forme de dotation parlementaire.

Dans « Père Ubu », un journal d'ultradroite islamophobe, fort apprécié par le lectorat frontiste et disposant d'une rubrique hebdomadaire anti-Féret, le président du FN et Guy Hance étaient accusés, le 27 juillet dernier, de fonctionner « comme une association de malfaiteurs ». L'auteur de cette rubrique qui s'attaque systématiquement, depuis des mois et des mois, à Daniel Féret et son entourage seraient, selon une bonne source, un des membres du bureau politique frontiste. L'offensive contre Féret est générale.

D'autant plus que les autorités judiciaires ont pris en considération l'action introduite par les administrateurs de l'AFFN contre son président. Désormais, c'est le tribunal des référés de Bruxelles qui s'occupe de l'affaire. Une première audience eut lieu le 31 juillet afin d'entendre les parties concernées par le dossier. Mais faute d'un combattant (Daniel Féret, en vacance à la Côte d'Azur), la première manche dut être reportée. L'affaire sera donc plaidée le 17 août prochain. L'avocat des opposants a tout de même déjà pu affirmer en cours d'audience : « Nous sommes ici en référés parce que nous considérons qu'il y a urgence et qu'il doit être mis fin au pillage des fonds du FN à des fins privées » et « Mes clients prient le président Féret, depuis le mois d'avril, par la voie normale, c'est-à-dire via l'assemblée générale de l'AFFN, de faire la clarté sur les comptes mais, aujourd'hui encore, ils n'ont pas eu la moindre réponse. Il est temps maintenant de nommer un administrateur provisoire pour mettre fin aux pillages. »

L'Après-Féret : deux scénarios possibles

L'actuel emballement de l'actualité judiciaire frappant de plein fouet Féret pourrait signifier sa disparition politique. D'autant plus que dans ses propres rangs, il est désormais cerné de toutes parts. Certains de ses proches ne lui accordent plus que quelques semaines de répit avant sa chute définitive. Poursuivi par la justice pour une multitude de motifs (irrégularités dans la constitution de liste électorale, abus de biens sociaux...) et acculé par la majorité des élus frontistes, Daniel Féret aura bien du mal à maintenir son titre de propriétaire du « label FN », garant des succès électoraux de l'extrême droite francophone et de sa mainmise sur celle-ci.

L'onde de choc provoquée par ces actions judiciaires ciblant le « clan Féret » pourrait complètement déstabiliser la défense des protagonistes aujourd'hui accusés tous azimuts. L'ère Féret, au sein de l'extrême droite francophone en général et du Front national en particulier, serait en voie de dislocation. La chute finale de l'« inventeur belge » de l'entreprise électorale « FN » ne signifierait cependant pas la fin de l'extrême droite. Les califes et autres prétendants au titre de président sont nombreux dans ce milieu. Après la mise hors circuit de Féret, une guerre de succession pourrait voir le jour. Avec deux scénarios possibles.

Le premier : les actuels « réformateurs » du FN (Sessler, Pire, Borbouse, Emanuele Licari di Castel Mola...) arrivent à prendre le pouvoir et à placer à la tête du parti leur chef de file, le sénateur et vice-président frontiste Michel Delacroix. Les « radicaux » sont purgés. Les portes frontistes fermées aux purs et durs de l'extrême droite (ceux du mouvement Nation, par exemple). Avec l'aide d'anciens dissidents du féretisme (provenant du FNB, de Force nationale, des mouvements nationaux-chrétiens intégristes Belgique & Chrétienté, Fraternité Saint-Pie X...), les nouveaux maîtres du FN le transforment ensuite en véritable formation politique digne de ce nom. Des sections locales sont mises sur pied partout en Wallonie, des accords de coopération sont signés avec le Vlaams Blok/Belang pour se partager l'électorat bruxellois, des formations internes sont planifiées... Le FN prend les allures d'un parti de droite national-populiste, sur le modèle de l'Alliance nationale en Italie ou de celui du Parti du Progrès danois. Sur le plan structurel et électoral, l'extrême droite francophone se développe alors pour de longues années en Wallonie et à Bruxelles.

Le deuxième scénario : les conflits pour prendre possession des rênes frontistes aggravent encore plus l'atomisation de l'extrême droite entre les différents clans en présence (« réformateurs », mouvance identitaire, nationaux-libéraux populistes, nationaux-chrétiens intégristes, néopaiens naziphiles...) et compromettent son unification derrière un sigle électoral pourtant hélas porteur à notre époque. L'extrême droite francophone, au niveau de son développement organisationnel, reste alors à l'état groupusculaire.

Quel sera le scénario suivi par nos « fachos » locaux ? Seules les prochaines semaines nous le diront. A suivre donc sur RésistanceS.be.

[Manuel Abramowicz, RésistanceS], 9 août 2006

Pour consulter l'ensemble du dossier « Féret : exit ! La fin du féretisme », rendez-vous sur www.resistances.be

L'opposition des anarchistes à la participation du mouvement ouvrier à l'institution parlementaire se fonde notamment sur ce qu'ils considèrent comme le caractère de classe de celle-ci et sur sa fonction dans la société capitaliste. Les libertaires s'opposent-ils au suffrage universel ? Ou critiquent-ils, en réalité, l'inégalité économique et sociale qui fait de ce suffrage un jeu de dupe ? Zoom.

Les anarchistes et le vote

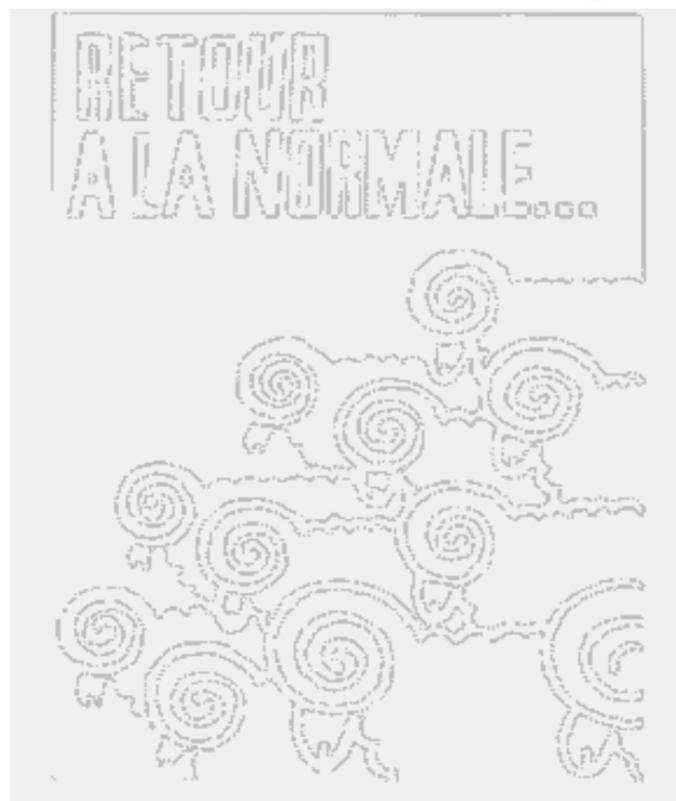
La bourgeoisie ne joue pas le jeu !

Non seulement la démocratie représentative est parfaitement adaptée aux exigences du capitalisme, elle lui est aussi nécessaire. Cette forme d'État réunit en effet deux conditions indispensables à la prospérité de la grande production industrielle : la centralisation politique et la sujétion du peuple-souverain à la minorité qui le représente, qui en fait le gouverneur et l'exploite. Dans un régime qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production, le système représentatif légitime l'exploitation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique. Si le droit politique garanti par le système représentatif permet au non-possédant de participer en tant que citoyen à l'élection d'un représentant, le droit économique lui permet de la même façon de « choisir » son employeur. La liberté du travailleur, dit Bakounine, est une liberté théorique, fictive. Pourtant, « est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférons soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes. » (Bakounine, Stock, IV 195)

La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée. La brutalité du rapport entre les deux classes fondamentales de la société est cependant tempérée d'abord par le fait qu'il y a entre elles de nombreuses nuances intermé-

diaires imperceptibles qui rendent parfois difficile la démarcation entre possédants et non-possédants, mais aussi par l'apparition d'une catégorie sociale nouvelle, que Bakounine appelle les « socialistes bourgeois », et dont la fonction semble essentiellement de promouvoir le système représentatif auprès du prolétariat. Issus des franges de la bourgeoisie, ces « exploités du socialisme », philanthropes, conservateurs socialistes, prêtres socialistes, socialistes libéraux, intellectuels déclassés, utilisent le mouvement ouvrier comme tremplin et l'institution parlementaire comme instrument pour tenter de se hisser au pouvoir, ou tout au moins pour se faire une place. Le socialisme bourgeois corrompt le mouvement ouvrier en « dénaturant son principe, son programme ». La démocratie représentative étant définie comme la forme politique la plus adaptée à la société capitaliste il convient de s'interroger sur l'opportunité pour le prolétariat d'en accepter les règles, sachant que « la révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'État. » (Bakounine, Stock, IV 198.)

La participation du mouvement ouvrier au jeu électoral ne saurait toucher l'essentiel, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production. La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme, c'est-à-dire la dictature militaire, lorsque cela est nécessaire, tout empiètement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées. La participation à l'institution parlementaire, où sont représentés des citoyens, non des classes, signifie inévitablement la mise en oeuvre d'alliances politiques avec des partis représentant certaines couches de la bourgeoisie modérée ou radicale. Bakounine déclare que l'alliance entre un parti radical et un parti modéré aboutit inévitablement au renforce-



ment du parti modéré au détriment du parti radical et à l'édulcoration du programme du parti radical : « L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. » (Lettre à La Liberté, le 5 août 1872, éd. Champ libre, III, 166)

Sur les alliances

La foi dans les institutions parlementaires, « du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation », pour reprendre les termes d'Engels, toutes classes confondues, est fermement critiquée par les anarchistes, notamment par Bakounine car elle signifie inévitablement la conclusion d'un « pacte politique » entre « la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes ». « Tel est, conclut l'anarchiste, le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants » (III, 161). On peut alors se demander ce que Bakounine lui-même préconisait en matière d'alliances politiques. Il avait parfaitement saisi l'importance formidable des classes sociales intermédiaires dans la société et le rôle de frein qu'elles pouvaient jouer dans la révolution.

« Ne comptez pas sur la bourgeoisie, dit-il ; elle ne voudra jamais ni ne pourra jamais vouloir vous rendre justice ; ce serait contraire à la logique des choses et des conditions de vie, contraire à toutes les expériences de l'histoire ; l'opinion publique, la conscience collective de chaque classe

étant nécessairement et toujours le produit des rapports sociaux et des conditions particulières qui constituent la base et la loi de son existence séparée. » (II, 93).

Le prolétariat doit donc s'organiser « en dehors et contre la bourgeoisie ». Ce n'est que par la force et par la démonstration bien réelle de leur puissance organisée que les travailleurs pourront arracher des concessions à la bourgeoisie. La petite bourgeoisie quant à elle est pour le prolétariat une alliée potentielle, elle n'est séparée de la classe ouvrière que par la « méconnaissance de ses propres intérêts » et par la « sottise bourgeoise ».

La fiction de la représentation

La véritable fonction de la démocratie représentative n'est donc pas tant de garantir la liberté des citoyens que de créer les conditions favorables au développement de la production capitaliste et de la spéculation bancaire, qui exigent un appareil d'État centralisé et fort, seul capable d'assujettir des millions de travailleurs à leur exploitation. La démocratie représentative repose sur la fiction du règne de la volonté populaire exprimée par de soi-disants représentants de la volonté du peuple. Ainsi permet-elle de réaliser les deux conditions indispensables à l'économie capitaliste : la centralisation de l'État et la soumission de la souveraineté du peuple à la minorité régnante. Toute société qui parvient à s'émanciper quelque peu cherche à soumettre les gouvernements à son contrôle, dit Bakounine, et met son salut dans « l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, la liberté ne peut donc être réelle, que lorsque le contrôle est réel. Par contre si ce contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction. » (V, 61.)

Il y a cependant une logique interne à tout gouvernement, même le plus démocratique, qui pousse, d'une part à la séparation croissante entre les électeurs et les élus, et d'autre part qui pousse à l'accroissement de la centralisation du pouvoir. « La classe des gouvernants est toute différente et com-

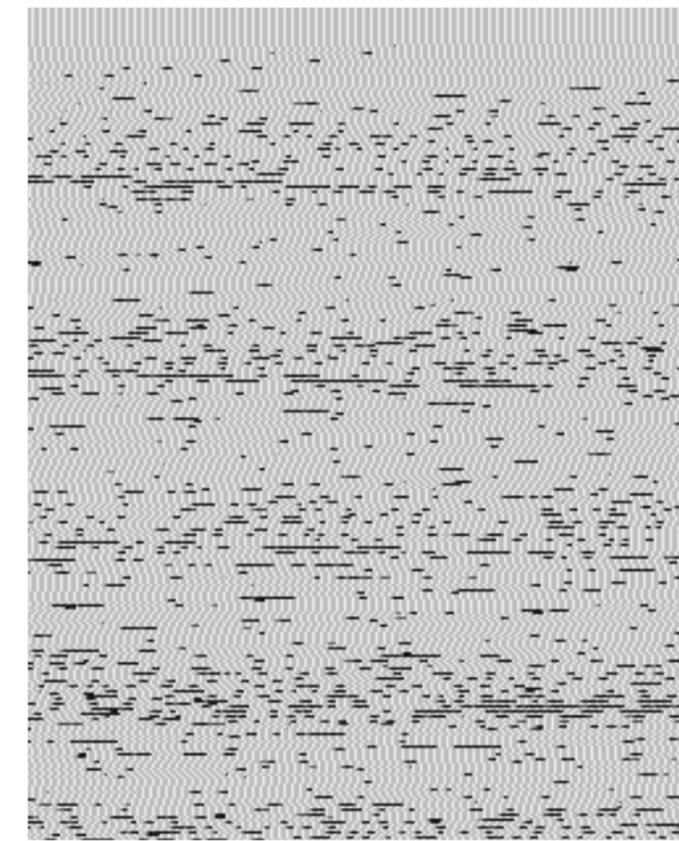
Pouvoir et exploitation sont inévitablement liés. Les États, quels qu'ils soient, fonctionnent selon le principe de la substitution de pouvoir, c'est-à-dire qu'ils canalisent dans un nombre de mains réduites, au nom de la société civile, la légitimité de celle-ci. La majorité de la population ne peut avoir qu'une souveraineté fictive, plus ou moins masquée. Enfin, la logique interne à tout État le conduit à la centralisation, à la concentration du pouvoir, à l'accaparement des autonomies. Le « pouvoir politique » entendu au sens de processus collectif de décision concernant les orientations de la société, doit nécessairement être décentralisé : son lieu d'exercice n'est pas l'État ni le parlement mais l'organisation des producteurs associés et les communes fédérées. La conquête de l'État « n'est possible que lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de cette classe [la bourgeoisie] et se laisse diriger par des bourgeois. »

L'originalité de l'analyse bakounienne est d'avoir montré que dans sa période constitutive, le mouvement ouvrier ne pouvait rien espérer de la subordination de son action à la revendication de la démocratie représentative parce qu'il avait face à lui la violence étatique, et que dans la période de stabilisation, lorsque cette revendication était accordée, les classes dominantes et l'État avaient les moyens d'empêcher que l'utilisation des institutions représentatives ne remette pas en cause leurs intérêts. Bakounine a en effet affirmé que les démocrates les plus ardents restent des bourgeois, et qu'il suffit d'une « affirmation sérieuse, pas seulement en paroles, de revendications ou d'instincts socialistes de la part du peuple pour qu'ils se jettent aussitôt dans le camp de la réaction la plus noire et la plus insensée », suffrage universel ou pas.

« plètement séparée de la masse des gouvernés ». La bourgeoisie gouverne, mais, étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans les lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple ? Ce serait toutefois une erreur, commente Bakounine, d'attribuer ces palinodies à la trahison. Elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position des hommes. C'est cela qui explique que les démocrates les plus rouges « deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir » (V, 63). Les modifications du comportement des élus est un sujet qui préoccupe constamment Bakounine.

Dans la *Protestation de l'Alliance*, il affirme la nécessité pour les élus de rester en contact avec la vie du peuple ; ils devraient être obligés d'agir ouvertement et publiquement, ils doivent être soumis au régime salubre et ininterrompu du contrôle et de la critique populaires ; ils doivent enfin être révocables à tout moment. En dehors de ces conditions, l'élu risque de devenir un sot vaniteux, gonflé de son importance. La logique interne du système représentatif ne suffit cependant pas à expliquer que la démocratie y est fictive. Si la bourgeoisie possède le loisir et l'instruction nécessaires à l'exercice du gouvernement, il n'en est pas de même du peuple.

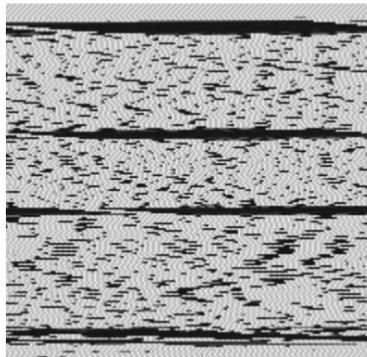
[René Berthier]



Un sociologue analyse ici très clairement les effets des sondages sur les élections. Entre « prophéties autoréalisées » et « autonégations », il apparaît que le changement de société par le vote n'est pas vraiment pour demain. Spéciale dédicace à ceux qui y croient encore...

Manipulation

Ces derniers temps, la sociologie scrute attentivement les sondages électoraux. Pour le grand public, les sondages se trompent dans leurs prédictions, mais un regard plus attentif révèle que ce n'est peut être pas le cas. Les sondages, même s'ils émettent des prédictions justes, produisent dans la société qui les consomme des « autoréalisations » et des « autonégations » qui font varier le résultat final des élections. Les partis politiques se sont tournés vers ces outils, qui convenablement utilisés peuvent faire gagner ou perdre des élections. Il s'agit alors de se demander : « sommes nous autant manipulables que cela ? ». Une analyse, Le cas de l'Espagne



Il existe en sociologie une théorie appelée de l' « autoréalisation » qui affirme que si une prophétie erronée est rendue publique et est considérée comme vraie par les membres de cette société, alors cette prophétie se réalisera. Par exemple, imaginez un scénario économique où tout indique que la croissance va se maintenir ; au même moment, le ministre de l'Economie émet une fausse annonce indiquant qu'il perçoit des signes de ralentissement de la croissance et d'une probable crise. Ce qui évidemment faux, mais provient d'une source crédible socialement. A partir de l'annonce publique du message, il se peut que, par précaution, celui qui allait investir dans une nouvelle affaire ne le fasse pas et celui qui allait faire un achat important se re-tienne. Comme conséquence du ralentissement des investissements et de la consommation, surgit la crise. La prophétie était fautive, mais elle s'est autoréalisée.

La politique n'échappe pas à ce phénomène et essaye même d'en profiter. La fameuse phrase « L'Espagne va bien » de l'ex-président Aznar a été un exemple très clair d'autoréalisation provoquée intentionnellement qui a porté ses fruits pour le PP (Parti Populaire) (centre-droit très conservatrice, ndt) dans les élections de l'an 2000, qu'il a gagné avec majorité absolue.

La sécurité, du MR au PS

Le 3 septembre, les libéraux du Mouvement réformateur se sont rassemblés à l'occasion de la rentrée politique, avec en toile de fond les élections communales du 8 octobre.

Parmi les clefs de la campagne électorale : la sécurité. Sans surprise.

Le thème fait hélas fortune en ce moment, y compris dans les états-majors du PS et du CDH.

Oui, le meurtre d'un jeune homme en avril en pleine gare Centrale pour un MP3 est incompréhensible. Oui, l'assassinat de deux jeunes filles cet été est au-delà du soutenable. Mais les castrations chimiques, les centres fermés, la multiplication d'îlotiers, de policiers, de caméras sont-elles la réponse appropriée ? Retisser des liens sociaux, se sou-

Le vote indécis

Ces derniers temps, dans les démocraties dites occidentales, les électeurs se divisent en deux grands groupes : ceux qui ont un vote décidé, invariable et ne s'abstiennent presque jamais, et ceux, appelés « indécis », qui votent de manière variable. La structure du système électoral, rajouté à diverses circonstances politiques fait que la majorité du groupe social des électeurs décidés se divise en deux grands partis de centre-gauche et centre-droit, ceux-ci étant les seuls qui ont des chances de prendre le pouvoir. Mais leur victoire dépend d'un autre groupe social : les indécis.

Connaissant les théories de l'autoréalisation, il n'est pas surprenant de constater que la plupart des études sociologiques ont révélé que ce vote, indécis jusqu'à la dernière minute, va finalement au parti qui a le plus de

chances de gagner. Ce qui est, exception faite des désastres et des crises, le parti au pouvoir. A la condition que la vie de l'indécis soit relativement tranquille, son vote, s'il vote, ira presque toujours au gouvernement. C'est la raison pour laquelle il est si difficile de déloger un parti au pouvoir, sauf en cas de disparition dudit parti (UCD en 1982), crise économique et institutionnelle (PSOE en 1996) ou guerre et désastre écologique (PP en 2004). Et même dans ces cas là, l'électeur indécis préfère l'abstention à l'opposition.

Les prédictions s'autoréalisent et la présomption de victoire produit la victoire. Pour cette raison, chaque groupe médiatique ou politique gonfle les sondages en sa faveur. Ou du moins cela devrait être comme ça.

Tel est pris qui croyait prendre

Mais ce n'est pas aussi simple car il existe aussi un phénomène appelé « autonégation ». En 1993, tout indiquait que le PP gagnerait les élections face au PSOE (centre-gauche, ndt). Pour provoquer une autoréalisation, les médias favorables au PP ont publié des sondages donnant le PP gagnant, avec même la possibilité d'une majorité absolue. Cette possibilité de majorité absolue a produit une autonégation. Beaucoup d'électeurs socialistes qui allaient d'abstenir ont finalement décidé d'aller voter PSOE, et de nombreux indécis qui allaient voter PP ont changé d'avis et se sont abstenus parce que s'ils désiraient une victoire du PP, ils ne voulaient pas de majorité absolue. Au lieu de s'autoréaliser, la prophétie s'est autoniée et le PSOE a gagné les élections.

Sans aller si loin, en 2004, les sondages donnaient le PP gagnant. Néanmoins, les attentats du 11 mars et leur relation pour l'opinion publique avec la participation à la guerre contre l'Irak ont provoqué chez les indécis un vote en faveur du changement de gouvernement.

Probablement, si les sondages antérieurs aux attentats avaient donné gagnant le PSOE, leur vote se serait divisé entre d'autres possibilités comme le vote blanc, le soutien à des petits partis ou même le soutien moral au gouvernement après

les attentats. Mais la victoire prédite du PP s'est autoniée d'elle-même.

Proclamer sa propre victoire est donc nécessaire, mais risqué. Les deux grands partis politiques de n'importe quelle démocratie occidentale se battent pour les votes centristes (ce qui est la forme politiquement correcte pour nommer les indécis). Dans leur quête du centre, ils lisent les sondages, cherchent des formes d'autoréaliser des résultats favorables, et lancent des messages simples, peu risqués par peur de l'autonégation. Petit à petit, les sondages, leurs autoréalisations et leurs autonégations occupent la bibliothèque et prennent la place des idéologies et des projets.

[Rafael Conde] est sociologue. Diagonal, juin 2006.

Traduit de l'espagnol par Avoixautre.be, juin 2006.

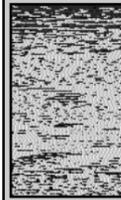
Tous les articles de Diagonal sont sous licence Creative Commons : le texte, une fois placé dans le domaine public, peut être librement copié, distribué et diffusé à condition de citer les auteurs, de ne pas l'utiliser à des fins commerciales, de ne pas le modifier et de préciser clairement les termes de la licence. Chacune de ces conditions peut être discutée directement avec l'auteur.

cier des autres et les respecter, placer l'« être » avant l'« avoir » ne constitue-t-il pas autant de pistes plus optimistes ? Nous ne pouvons qu'appuyer les réflexions du Soir du 4 septembre : « On joue à se faire peur ou quoi ? » « Mais après quelle vérité vraie court-on ainsi ? Quelle société ? Quelle paix sociale ? » Lorsque le quotidien interroge « A qui profite le crime ? », nous tournons notre regard vers les ombres brunes.

A battre la campagne en tout sens pour leur chasse aux voix, les partis traditionnels déblayent le terrain pour l'extrême droite. Et nous préparent une société du contrôle permanent. Le « 1984 » d'Orwell semble peu à peu émerger. Un cauchemar, qui fait trembler d'une autre peur.

[Paul]

Dans la poche gauche



Céline Beudet, « Les milieux libres. Vivre en anarchiste à la Belle Epoque en France », Editions Libertaires, juin 2006, 253 p., 15 euros

A la fin du XIXe siècle, les anarchistes ont compris que, la révolution sociale, c'était aussi une longue marche d'organisation et d'exemplarité, les anarchistes se retroussèrent alors les manches. La plupart mirent sur pied des Bourses du Travail et construisirent un syndicalisme révolutionnaire (via la CGT) prônant le sabotage (à mauvaise paye, mauvais travail) et la grève générale insurrectionnelle et gestionnaire (les ouvriers s'emparent des usines et les font tourner au profit du peuple). D'autres, parfois les mêmes, afin de démontrer ce qu'il pouvait en être de la société future, enfilèrent le bleu de chauffe d'expériences en tous genres, en espérant en sortir drapés des habits de lumière de l'exemplarité. Et c'est ainsi, qu'au début du XXe siècle, en France, à la Belle Epoque, les anarchistes créèrent des centaines de Milieux Libres. Ici, il s'agissait de communautés de vie. Là, de coopératives ouvrières de production et de consommation. Ailleurs, d'expériences naturistes, végétariennes, d'amour libre... Ailleurs, encore, d'écoles libertaires, d'éducation intégrale (physique, manuelle, intellectuelle), de contraception... Ce livre nous brosse un panorama de cette volonté de changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. Tous ceux et toutes celles qui ne confondent pas la nouvelle jeunesse de la révolte avec l'éternelle révolte de la jeunesse devraient en faire leur miel.

Pièces et mains-d'oeuvre, « Nanotechnologies, maxiservitudes », L'esprit frappeur, juin 2006, 133 p., 5 euros.

« ... petit recueil de textes de Pièces et Main d'oeuvre, sur l'enquête critique, le « laboratoire grenoblois », les nanotechnologies et technologies convergentes, l'Idea's Lab de Minatec, les RFID, ainsi qu'une chronologie de la contestation des nécrotechnologies à Grenoble et un glossaire ».



Cesar M. Lorenzo, « Le mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale. Don quichotte en bleu de chauffe », Editions Libertaires, 548 p., juin 2006, 35 euros.

L'Espagne est le seul et unique pays d'Europe Occidentale qui ait connu une révolution populaire au XXe siècle. Une révolution sociale, économique, culturelle. D'inspiration libertaire. La plus radicale, peut-être, de tous les temps ! César M. Lorenzo nous en explique le pourquoi et le comment. Il montre, en analysant les luttes de classes qui la précédèrent, que ses origines comme ses contradictions dataient des années 1870 au moins. Que cette révolution à nulle autre pareille ait été vaincue en moins de trois ans n'enlève rien à l'importance de l'événement, mais explique la « conspiration du silence » dont elle fut victime. C'est connu, l'histoire « officielle » est toujours celle des vainqueurs. Et les libéraux comme la gauche jacobine ne se sont pas privés de réduire la dénommée « guerre civile » à un simple affrontement entre le fascisme et la démocratie. A un simple prélude à la deuxième guerre mondiale. Les anarchistes, quant à eux, n'en ont retenu que ce qui les arrangeaient et, forts des réalisations autogestionnaires des paysans et des travailleurs de l'industrie, ont largement occulté ce qui les dérangeait : les exactions de bandes armées « d'incontrôlés », le chaos initial des comités locaux ou de gestion, la contre révolution montante des classes moyennes, le nécessaire partage du pouvoir dans un Etat républicain que les militants ouvriers ne pouvaient ni abolir ni conquérir, les raisons profondes de la mainmise stalinienne, la vaine contre-offensive finale d'une CNT « désanarchisée »...

- « Paroles des maîtres du monde », dessins de Jean-Michel Perchet, Editions Libertaires, juin 2006, 48 p., 13 euros.

Après Paroles anticléricales et Paroles antimilitaristes, voici un nouveau petit recueil de phrases à sortir à table, histoire de rire jaune, de pester, de maugréer...

Christian Jacquiau, « Les coulisses du commerce équitable. Mensonges et vérité sur un petit commerce qui monte », Les mille et une nuits, mai 2006, 473 p., 22 euros.

Les ravages de la mondialisation conduisent les citoyens à rechercher des moyens de peser sur l'évolution de la société. Leur consommation en est un. A la fin des années 1990, le concept de commerce équitable conquiert le grand public avec un produit-phare, le café. Très vite, tout produit se prête à sa version « équitable ». C'est un petit business qui monte. Son concept repose sur un triple engagement, celui des producteurs et des consommateurs arbitré par de nouveaux intermédiaires, les « acteurs » de l'équitable : les consommateurs paient « un peu plus cher » un produit acheté à un prix supérieur aux cours mondiaux pour assurer un revenu décent aux petits producteurs du Sud. Les acteurs veillent au respect des normes sociales et environnementales. Qu'en est-il de la promesse que les uns et les autres se font ? Les organisations relais et entreprises qui font de l'équitable tiennent-elles leurs engagements ? Qui est vraiment gagnant ? Répondre à ces questions, c'est éclairer d'un jour cru un aspect que certains « commerçants de la bonne conscience » aimeraient tenir secret. Initié par le militantisme citoyen, largement instrumentalisé par les bureaux de marketing, le commerce équitable a été récupéré par les marchands d'illusion. En se donnant à la grande distribution et à quelques transnationales en quête d'honorabilité, les adeptes de la marchandisation de l'équitable ont ouvert la boîte de Pandore.

« Le nucléaire est une technologie sûre », disait-on pour rassurer la populace. En avril 1986, Tchernobyl explose. Juillet 2006, on passe à côté du pire à Forsmark en Suède, « c'est le hasard qui a évité qu'une fusion du cœur ne se produise ». L'AIEA [1] déclarait un an plus tôt que « la centrale nucléaire de Forsmark est l'une des plus sûres au monde et il devrait être possible de la faire fonctionner encore 50 ans ». Entretien avec un ingénieur conseil en énergie

Sortir du nucléaire est possible et urgent

Est-il possible de sortir du nucléaire ?

Il est tout à fait possible de sortir du nucléaire ! En Belgique, le nucléaire produit environ 55% de notre électricité. Mais sur toute l'énergie consommée en Belgique, l'électricité ne représente que de 18 à 19%. En faisant le calcul, seulement 10% de notre consommation d'énergie dépend du nucléaire. Des études indépendantes et très sérieuses affirment qu'on peut économiser de 30 à 50% de notre énergie si on arrête de la gaspiller. Une production de 25 à 40% d'énergie renouvelable sera donc suffisante pour couvrir tous nos besoins. Et même si les 75-60% restants sont produits à partir d'hydrocarbures, on reste dans les critères de Kyoto.

Mais ça reste théorique...

Oui, mais même pour la Belgique ça peut être mis en pratique. Le Danemark par exemple a toujours refusé d'utiliser du nucléaire. Ça ne l'empêche pas de produire le quart de l'électricité avec des éoliennes. En Allemagne, 18 000MW [2], soit l'équivalent de six centrales nucléaires, sont produits uniquement à partir d'éoliennes.

Où était l'intérêt de mettre des centrales nucléaires partout ?

Le Plutonium, qui est utilisé dans les ogives nucléaires. Le Plutonium n'existe pas à l'état naturel. On le produit à partir de la fission [3] de l'Uranium dans les centrales nucléaires. Auparavant, l'armée produisait elle-même son Plutonium dans des mini centrales nucléaires. Comme ça produisait énormément de chaleur, ils ont pensé que cela pouvait être utilisé dans les centrales électriques... ce

qui a été fait, ils ont vendu le brevet de la fission nucléaire au secteur public en échange du Plutonium.

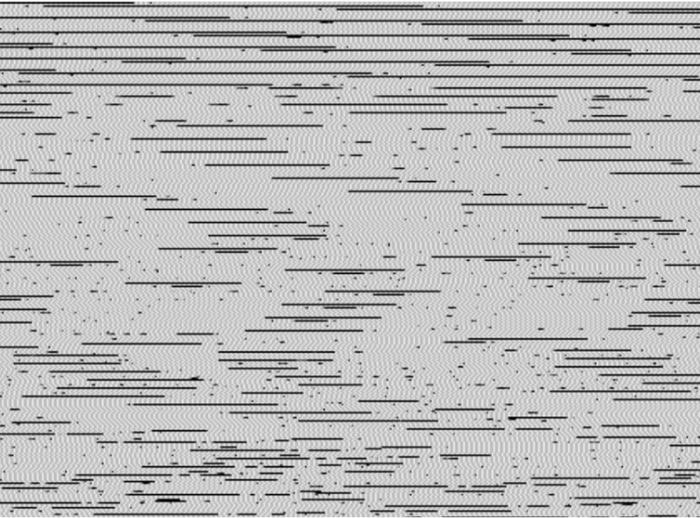
À chaque fois que l'on allume sa lampe à la maison on participe à l'élaboration d'une bombe nucléaire ?

En quelque sorte oui. La Belgique a pendant longtemps été sous contrat avec la Hague [4] pour faire « retraiter » ses déchets nucléaires. Ce contrat n'est probablement plus

d'actualité, mais pendant de longues années, le Plutonium produit dans nos centrales nucléaires civiles a été utilisé par l'armée française. Ces déchets embarrassants, extrêmement radioactifs sont actuellement stockés sur les sites de Tihange et Doel.

Qu'est-ce qu'il en est de l'indépendance énergétique ?

Avec le nucléaire, il n'y a pas d'indépendance énergétique. L'Uranium est importé. Avec le rythme actuel de consommation d'Uranium, il sera épuisé dans 40 ans.



Combien coûte le nucléaire ?

Trop cher ! Depuis les années soixante, l'état belge octroie en moyenne chaque année un budget de 100 à 150 millions d'euros par an pour aider le nucléaire. En France, le CEA [5] reçoit 8.2 milliards d'euros comme subsides de l'état. Pourquoi pas une inversion de ces subsides en faveur des énergies renouvelables ? En Belgique, sur le total du budget octroyé à l'énergie, 65% va au nucléaire et seulement 5% aux énergies renou-

velables. C'est la même tendance dans tous les pays nucléarisés.

En plus de ça, les centrales nucléaires on un très mauvais rendement, on gaspille énormément d'énergie avec les centrales nucléaires. 30% de l'énergie développée dans un réacteur est réellement transformée en électricité. Il faut aussi compter les pertes d'électricité dans les lignes à haute tension. En résumé, pour chaque

pour laquelle l'essentiel de la production d'électricité en Belgique est concentrée en 2 points. Ça constitue une faiblesse, si Tihange par exemple rencontre un problème, c'est le tiers du réseau électrique belge qui est hors service.

Il y a aussi évidemment un coût écologique et humain. Pour une tonne d'Uranium utilisé dans les centrales, il faut extraire 1.106 tonnes de minerai. Ces déchets d'extraction radioactifs sont entreposés sur des terrils dans les pays où ils ont été extraits, des pays en voie de développement. Sans parler des risques liés à la technologie nucléaire.

Propos recueillis par **Louis Jazz**

Pour plus d'informations :

www.motherearth.org
www.sortirdunucleaire.org

Notes :

- [1] Agence Internationale pour l'Énergie Nucléaire
- [2] Le watt est l'unité de mesure de la puissance énergétique. 1MW vaut 1000 000 W
- [3] La fission est la réaction qui "casse" les atomes d'Uranium pour en extraire l'énorme quantité d'énergie.
- [4] L'usine de retraitement de la Hague est un centre de retraitement de déchets nucléaires provenant de certains des réacteurs appartenant à la France, le Japon, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et les Pays-Bas, pour en séparer les différents éléments radioactifs.
- [5] Commissariat à l'Énergie Atomique

Le 18 avril 2005 à Sellafield, Angleterre, on découvre enfin une fuite restée inconnue pendant neuf mois dans une usine de retraitement de déchets nucléaires. Elle a eu le temps d'écouler pas moins de 83 000 litres de matériel fortement radioactif ainsi que de l'acide nitrique concentré dans une cuve contenant 200kg de plutonium. De quoi provoquer une explosion équivalente à au moins dix bombes nucléaires.

En 2005, selon l'Association Vinçotte Nucléaire, la Belgique a compté 10 fois plus d'incidents recensés dans ses centrales nucléaires que les années précédentes

25 juillet 2006, Forsmark, Suède. Défaillance d'un système de secours. « C'est le hasard qui a évité qu'une fusion du cœur ne se produise », affirme le spécialiste du nucléaire Lars-Olov Höglund. Il a dirigé la construction de la centrale nucléaire. C'est l'événement le plus dangereux depuis Three Mile Island et Tchernobyl.

Guerre nucléaire non déclarée

Les modifications climatiques auront des conséquences sur la donne géopolitique. Pour se protéger, les pays qui en ont la possibilité se muniront d'un arsenal nucléaire civil et militaire.

Le « Rapport secret du pentagone sur le changement climatique » (paru aux éditions Allia, 2006) se préoccupe avant tout des risques pour la sécurité nationale des États-Unis lors des inéluctables modifications climatiques. Une des préoccupations du Pentagone ? La prolifération du nucléaire.

Le dérèglement climatique variera d'une région du globe à l'autre. Au programme, s'annoncent cyniquement les sécheresses, inondations, accentuation des vents, etc. Les cycles agricoles seront profondément perturbés, la disponibilité en eau sera aléatoire, la demande en énergie sera encore plus élevée.

Aujourd'hui déjà, l'offre et la demande en hydrocarbures fossiles sont arrivés à un point critique : l'offre qui diminue inexorablement équivaut à la demande qui elle, ne fera qu'augmenter. Les États qui en ont la capacité vont se tourner vers les énergies nucléaires pour subvenir à leurs besoins en énergie. L'enjeu ? La stabilité et le renforcement de la

structure étatique. Si la demande de la population en énergie n'est pas satisfaite, les États ne donneront pas cher de leur peau. De plus, c'est dans l'intérêt de l'État de s'assurer le monopole de la gestion de l'énergie. La population sera forcée d'aller se blottir dans les bras de ce nouvel État paternaliste aux relents sécuritaire.

Aussi, si un État est capable d'autoproduire du combustible nucléaire, il est pratiquement en mesure de fabriquer des ogives à la même sauce. Les pays munis de l'arme nucléaire l'utiliseront pour parader et menacer. Le statut de « pays nucléaire » permet exactions et aventures militaires chez les voisins les plus faibles pour s'approprier le contrôle des réserves en énergie, les surfaces agricoles intéressantes et les réserves hydrauliques.

« La rareté de l'offre énergétique - et la nécessité de plus en plus urgente d'y accéder - fait du nucléaire une source d'énergie primordiale. La prolifération d'armes nucléaires s'en trouve accélérée, au fur et à mesure que certains pays développent des installations d'enrichissement et de retraitement du combustible afin d'assurer leur sécurité. Rappelons que la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Royaume-Uni et la France seront tous en possession de l'arme nucléaire, probablement rejoints par l'Allemagne, le

Japon, la Corée du Sud, Israël, l'Iran, l'Égypte et la Corée du Nord. La gestion des tensions politiques et militaires, des affrontements occasionnels et de la menace de guerre constituera un défi. [1] »

Et les énergies renouvelables ? Les changements climatiques vont causer de graves perturbations des cycles agricoles... et une diminution de la surface des terres cultivables, les biocarburants ne sont donc pas considérés comme une alternative fiable par les États. L'énergie renouvelable au plus gros potentiel sera l'hydraulique, source également de très possibles conflits interétatiques à cause du nombre de cours d'eau qui traversent plusieurs frontières comme par exemple l'Amazone, le Colorado, le Nil, le Fleuve jaune.

Le lobby nucléaire utilise déjà son arsenal de propagande démagogue pur nous habituer aux « bienfaits » de l'énergie du nucléaire. C'est une énergie « propre », puisqu'elle ne produit pas de gaz à effet de serre... elle ne contribue donc pas aux changements climatiques, l'argument est facile. À titre d'exemple, AREVA « experts en énergie » (nucléaire et renouvelable) affirme dans ses publicités que ses solutions énergétiques préserveront la planète, puisque ses « énergies ont de l'avenir. Un avenir sans CO2 ».

Ce n'est évidemment pas parce qu'on ne produit pas de dioxyde de carbone qu'on est propre ! Tchernobyl revient rapidement en mémoire, le grave incident de juillet 2005 en Suède n'est vraiment pas loin, les essais et largages de bombes atomiques et nucléaires non plus...

Le Plutonium peut encore être mortel dans 250000 ans [2]. Les déchets de la technologie nucléaire sont enfouis dans d'immenses sarcophages à des centaines de mètres sous terre, « une réalité qui vient nous rappeler de façon troublante que certains des risques créés par notre civilisation vont lui survivre ». Scientifiques et anthropologues se creusent la tête pour essayer de trouver un ensemble de symboles qui seront encore intelligibles après plus de 50 générations pour signifier les dangers que représentent les sites d'enfouissement des déchets radioactifs. La guerre nucléaire est déclarée aux générations futures. [Louis Jazz]

Sources : « Rapport secret du pentagone sur le changement climatique » éd. Allia, Paris, 2006.

- [1] Le rapport lui-même date de 2003
- [2] Il y a 250000 ans, l'Homo erectus fabriquait encore des haches rudimentaires et des Homo sapiens archaïques commencent à se faire connaître

Pardonnez-lui : il ne sait pas ce qu'il dit... Au rang des fauteurs de désordre, Benoît XVI décroche le molotov d'or. Alors que les braises de l'affaire des caricatures de Mahomet ne sont pas encore froides, le pape a manifestement cru bon d'attiser les tensions interconfessionnelles. Après sa « gaffe » sur l'islam, la nouvelle prière de Benoît XVI sera-t-elle : « Notre impair qui êtes au cieux... » ?

Vatican Tempête dans le bénitier

Mardi 12 septembre, lors d'une messe à l'Université de Ratisbonne sur « le rapport entre la foi, la raison, la violence et les religions », le pape s'est référé à un ouvrage rédigé par l'empereur byzantin Manuel II Paléologue, intitulé « *Entretiens avec un musulman, 7e Controverse* ». C'est donc un texte du... XIVe siècle que l'ex-Grand Inquisiteur Ratzinger, visiblement toujours à l'avant-garde du dialogue, a déniché pour aborder les délicats débats d'aujourd'hui. Et, preuve de sa « largesse » de vue, le pape a extrait de l'ouvrage un passage dans lequel l'empereur chrétien demande à un sage Persan : « *Montre-moi donc ce que Mahomet a apporté de nouveau. Tu ne trouveras que des choses mauvaises et inhumaines, comme le droit de défendre par l'épée la foi qu'il prêchait* ».

En ressuscitant les propos de Manuel II Paléologue, en se les appropriant (bien qu'il s'en défende désormais) dans le contexte international que l'on sait, le pape fait un amalgame entre islam et terrorisme. Ce qui relève non seulement de la stupidité mais aussi de la provocation de cour de récré. Action, réaction. Suite à la violente citation, la colère est montée dans le monde musulman : du pain bénit pour les fondamentalistes du Coran. Et autant d'eau au moulin des intégristes de la Croix. Cercle infernal...

Depuis lors, au Vatican, on joue la vierge effarouchée après avoir pris la pose du croisé. « Je ne voulais pas... Je n'aurais pas dû... ». A l'occasion de l'Angelus du dimanche 17 septembre, le pape s'est dit « vivement attristé ». Et a reçu les

ambassadeurs de pays musulmans en poste au Vatican le 25 septembre : c'est ce qu'on peut appeler de la diplomatie à retardement. La maman du petit Ratzinger aurait dû lui apprendre à tourner sept fois l'ostie dans sa bouche, avant de parler. Mais y a pire : Benoît XVI est, semble-t-il, frappé d'amnésie ; et ça serait bath que les historiens catholiques lui rappellent fissa les bûchers pour « hérétiques » et autres joyusetés de l'Inquisition.

Autre passage cité par le pape : « *Dieu n'aime pas le sang, et agir de manière déraisonnable est contraire à la nature de Dieu.[...] Pour convaincre une âme raisonnable, on n'a pas besoin de son bras, ni d'armes, ni d'un quelconque moyen par lequel on peut menacer quelqu'un de mort.* » Avec cet extrait-ci du livre de Manuel II

Paléologue, Benoît XVI en vient en quelque sorte à dire que seul le christianisme associe foi et raison (alors que l'islam s'est appuyé entre autres sur le judaïsme, le christianisme et dès le VIIIe siècle sur les penseurs grecs) ; le pape prétend, en somme, qu'il n'y a de vraie religion que la chrétienne. Il y a quelques mois, Benoît XVI avait déjà décapité le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. Son président, fin connaisseur de l'islam, avait été catapulté loin du pouvoir : il officiera désormais comme nonce apostolique au Caire... Quant à l'institution, elle a été placée sous tutelle du Conseil pontifical de la culture. Ce signe déplaisant envoyé par le Vatican est on ne peut plus clair : l'islam n'est qu'une culture parmi d'autres, pas une religion avec qui l'on discute d'égal à égal.

Au niveau de pouvoir de Benoît XVI, sa « bourde » n'en est pas une. Même enrobée de blabla théologique, elle dissimule mal sa volonté politique.

On n'est pas franchement pressé de voir les religieux de tous poils (de barbe) s'unir pour envoyer les laïcs dans les cordes. Mais constater que les humains se jettent à la tête anathèmes, ou bombes, pour des questions spirituello-irrationnelles est consternant. Si les agitateurs (de Bible et de Coran) vont au même paradis, on n'a pas fini de rire.

[Louise]

Sources :

La Libre Belgique du 15 septembre 2006
Le Soir des 16 et 17 septembre 2006

Allemagne Bras tendu, tête dressée au NPD

L'Allemagne de l'Est s'enfoncé dans le marais brun. Lors des élections régionales du 17 septembre, les néonazis du "Parti national démocratique" (NPD) ont obtenu plus de 7% des votes dans le Mecklembourg-Poméranie. En franchissant la barre légale des 5%, ils accèdent à la représentation politique.

Avec le parti DVU (présent dans le Brandebourg), l'extrême droite siège donc désormais dans trois Länder de l'Est, soit la moitié des parlements de l'ex-RDA. Il y a à peine un an, c'est en Saxe que les électeurs cédaient 12 strapontins aux racistes du NPD.

La victoire des néonazis s'est construite sur une participation faible aux élections et surtout sur le marasme social : le chômage stagne toujours aux alentours des 20% en Allemagne de l'Est.

La politique menée par les deux grands partis associés au gouvernement fédéral n'a pas su résorber ce taux élevé. Résultat : dans le

Mecklembourg-Poméranie, ils essuient un net recul. Les socialistes SPD, toujours en tête avec 30,2 %, ont néanmoins perdu 10 points. Quant aux chrétiens démocrates de la CDU, ils reculent de 2,8 points à 28,8 %. Le Linkspartei-PDS, associé aux affaires dans ce Land avec le

SPD, ne brille guère plus : alors qu'il était censé incarner le renouveau à gauche, sa seule gloire est de se maintenir (à 16,8 %), sans doute parce qu'il a su prendre ses distances par rapport à son partenaire à la direction du Land.

Il est temps de se réveiller avant le cauchemar. Temps de trouver des solutions économiques à la misère qui frappe si durement dans les Länder d'Allemagne de l'Est.

Mais l'économie n'est pas la seule clef ; le travail quotidien de dialogue, de mixité sociale et culturelle est également essentiel. De plus, à l'Est, l'Allemagne n'est, hélas pas la seule à tourner de l'oeil. La Pologne et la Slovaquie ont un gouvernement d'ultra-droite où siègent nationalistes et fascistes. Les attaques racistes se multiplient en Russie. Et des menées nauséabondes se sont déroulées en Hongrie dans la nuit du 18 au 19 septembre, suite aux aveux de mauvaise gestion lâchés par le Premier ministre de gauche : entre 2 000 et 3 000 militants de droite et d'extrême droite ont manifesté devant la télévision hongroise en demandant sa démission, avant d'incendier les bureaux.

Sources : Le Monde libertaire, septembre 2004 - Le Soir du 18 septembre 2006 - L'Humanité du 19 septembre 2006 - Libération du 20 septembre 2006

Que reste-t-il des « manifs du lundi » ?

En août 2004, des dizaines de milliers de manifestants battaient le pavé de 200 villes d'Allemagne lors des "lundis de manifestation" pour contester des réformes de Schröder. Contenus dans l'"Agenda 2010", celles-ci prévoyaient une réduction des aides aux chômeurs de longue durée, des contrôles "plus rigoureux" des démarches effectuées par les chômeurs de longue durée pour retrouver du travail et des "incitations" à accepter les emplois proposés.

Deux ans plus tard, il ne reste rien de cet énorme mouvement d'opposition qui se

voulait basé sur la démocratie directe, "méfiant à l'égard des appareils politiques ou syndicaux, soupçonnés de vouloir récupérer le mouvement". Les électeurs sont retournés aux urnes, pour confier leur sort à ceux qu'ils ont tant critiqué.

Pire, comme nous l'écrivions déjà en 2004, si la crise que traverse l'ancienne RDA a vu naître un puissant mouvement de gauche, elle a aussi favorisé (comme en Saxe) la résurrection des néonazis du NPD, qui ont trouvé une audience croissante dans les "manifestations du lundi" auxquelles ils ont participé dès le début.

Hongrie Contestation large mais aux accents nationalistes

Samedi 23 septembre, Budapest a connu ses plus importantes manifestations anti-gouvernement. Près de 40.000 personnes ont réclamé devant le parlement la démission du Premier ministre Ferenc Gyurcsany.

Gyurcsany a été piégé par un enregistrement audio où il admet avoir « menti matin, midi et soir » afin d'être élu. Mais il prétend maintenant qu'il n'a pas voulu dire qu'il avait vraiment menti, mais qu'il exagèrait.

Le gouvernement de coalition social-démocrate/libéral de Gyurcsany avait promis des réductions d'impôts et une augmentation des dépenses sociales. A la place, il a présenté un programme de réduction des dépenses sociales et une augmentation des impôts. Cette situation a peu à peu gonflé la colère populaire, qui a éclaté quand le fameux enregistrement audio a été diffusé dans la presse. Gyurcsany, un ancien fonctionnaire communiste, se dit socialiste mais est un homme d'affaires millionnaire et l'un des hommes les plus riches de Hongrie.

Comme, lors de la sixième nuit consécutive de protestation, des manifestations plus petites ont eu lieu dans des villes provinciales à travers la Hongrie, les politiciens nationalistes ont invoqué la mémoire de la révolution ouvrière de 1956 contre le régime communiste, alors qu'ils manoeuvrent pour obtenir le contrôle de l'Etat et promettent une campagne de désobéissance civile jusqu'à ce que le gouvernement actuel soit remplacé par... eux.

Les menées nationalistes les plus violentes ont eu lieu dans la nuit du 18 au 19 septembre : entre 2 000 et 3 000 militants de droite et d'extrême droite ont manifesté devant la télévision hongroise, avant d'en incendier les bureaux.

Tandis que le principal parti d'opposition, le très conservateur Fidesz, a demandé aux manifestants de s'habiller de blanc en signe de rejet de la violence, Kemal Ekrem (qui prétend avoir été élu porte-parole des manifestants) a déclaré : « Nous sommes disposés à nous débarrasser de ce gouvernement par des moyens radicaux, comme ils l'ont fait en 1956. D'une manière violente... nous voulons créer un vrai gouvernement composé de nationalistes ».

En 1956, le rôle du gouvernement lui-même avait été mis à mal par la diffusion rapide des conseils ouvriers de démocratie directe. Tandis qu'il y a une colère énorme dans la classe ouvrière au sujet des politiques économiques du gouvernement, les chefs de l'opposition sont parvenus jusqu'à présent à détourner ce mécontentement loin du capitalisme en général et à le diriger vers les « capitaux étrangers » et vers la « mondialisation ». Et il n'y a aucun compte-rendu signalant des actions directes menées par des travailleurs - ni grèves ni occupations - qui étaient pourtant le cachet des événements de 1956.

Source :

Libcom.org du 24 septembre 2006
Traduit et adapté par A voix autre

Presse libertaire

MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste
UMANITA NOVA, hebdomadaire de la Fédération anarchiste Italienne
FREEDOM, bimensuel anglophone d'analyses anarchistes
DIAGONAL, bimensuel hispanophone d'actualité critique.
DE NAR, mensuel néerlandophone d'action anarchiste.
NO PASARAN, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran.
OFFENSIVE, trimestriel d'Offensive libertaire et sociale.
CQFD, mensuel de critique sociale.
LE PLAN B, bimensuel de critique des médias et d'enquêtes sociales.

Retrouvez les coordonnées de ces journaux sur le site www.avoixautre.be. Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN et à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE.

EN LIGNE

[HTTP://AINFOS.CA](http://AINFOS.CA), agence internationale d'actualité
[HTTP://ENDEHORS.ORG](http://ENDEHORS.ORG), quotidien francophone anarchiste
[HTTP://WWW.LIBCOM.ORG](http://WWW.LIBCOM.ORG), analyses de l'actu internationale en anglais

SUR LES ONDES LIBÉRÉES

RADIO LIBERTAIRE, sur 89,4 FM à Paris et, en direct, sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>.
RADIO AIR LIBRE, sur 87,7 FM à Bruxelles. « Passe-Muraille », émission sur la prison, tous les dimanches à 18h00.

Un exemplaire gratuit du *Monde libertaire* et d'*A voix autre* vous seront envoyés sur simple demande.

En occupant les arbres pendant près d'un mois, en août, les éco-activistes de GroenFront et Boomsplotting ont voulu protester et tenter d'empêcher la destruction du bois de Borsbeek, une zone naturelle biodiversifiée (avec notamment une présence de chauves-souris), proche de l'aéroport de Deurne. C'est la seule zone verte de la deuxième commune la plus densément peuplée de Flandre. Mais le ministère flamand de l'environnement, qui s'est subordonné aux autorités locales, veut « rentabiliser » l'aéroport.

Borsbeek scié

Selon le ministère, la zone doit être dégagée pour assurer la « sécurité » de l'aéroport de Deurne. L'argument ne fait même pas diversion. À l'opposé du bois, de l'autre côté de l'aéroport, 300 m de zone habitée sont régulièrement survolés par les avions. Difficile alors pour Kris Peeters (CD&V), ministre flamand de l'Environnement, de cacher sa volonté de rentabiliser l'aéroport. Le site du bois (Fort III) est « *situé dans une zone de protection spéciale en Flandre en application de la directive européenne 92/43/EEG (Habitats).*

Cette directive prévoit que ce site bénéficie d'une protection spéciale et vise à garantir la biodiversité par la préservation de l'habitat naturel ainsi que de la flore et de la faune sauvages ». L'abattage des arbres alentours permettra de faire venir beaucoup plus d'avions et donc de passagers or... les subsides sont octroyés par tête de voyageur embarqué ou débarqué sur l'aéroport. Cependant, même avec ces aménagements, l'aéroport restera déficitaire. Un rapport commandé en 2002 par le gouvernement flamand parle de l'aéroport de Deurne comme d'une « *entreprise structurellement déficitaire* » et qui « *manque de potentiel de marché* ». L'abattage des arbres n'arrangerait donc rien au manque d'efficacité du site.

L'ampleur du déficit de l'aéroport et la proximité de Zaventem, donnent à penser que cette infrastructure n'est maintenue que pour les busi-

nessmen et pour quelques « *happy few* » d'Anvers et de sa région. Via leurs réseaux de copinage, dont l'influence s'étend souvent jusqu'à l'élite politique et administrative, ils ont la possibilité de maintenir l'aéroport ouvert grâce à des fonds publics.

Le transporteur aérien Vlaamse Luchtvaart Maatschappij (VLM) est responsable de l'exploitation de l'aéroport de Deurne. Plusieurs différends juridiques l'ont opposé à Borsbeek, propriétaire du site. La

permis d'abattage. Peu de temps après, une majorité au sein du Conseil Communal de Borsbeek retourne sa veste et accepte la situation. Pourquoi un tel revirement politique au sein du Conseil Communal ? Kris Peeters et le bourgmestre de Borsbeek Leo Vlaeymans sont tous deux CD&V et avec l'imminence des élections communales, une confrontation au sein du parti aurait été mal vue. En échange de l'accord, Kris Peeters a fait deux promesses : il n'y aura pas d'agrandissement de l'aéroport, sans pour autant garantir que le prochain gouvernement ne le fera pas, et il y aura une compensation écologique suite à l'abattage. Une compensation écologique ? Oui : planter plus loin, aux alentours de 2011 de jeunes arbres. Pour un bureaucrate, on peut dire qu'il s'y connaît en écosystèmes.

Mardi 5 septembre, après plus d'un mois d'occupation, les éco-activistes ont mis fin au camp d'action au Fort III de Borsbeek après l'abattage du dernier arbre que l'entreprise de démolition Meysmans était autorisée à... démolir. Ils continuent cependant à suivre de près l'évolution du dossier de l'aéroport de Borsbeek et mèneront d'autres actions.

VLM a obtenu en 2005 par voie juridique que la commune procède aux abattages des arbres. Comme la commune a refusé d'obtempérer, c'est le ministre Kris Peeters lui-même qui a délivré à la VLM un

Compilation d'articles écrits et parus sur :

[redax GroenFront !, Cemab, A voix autre]

Cet automne, A voix autre réduit son feuillage. Au menu : un numéro de 8 pages, tiré à 3.000 exemplaires. A voix autre rembourse son bas de laine pour débiter l'hiver d'un bon pied. Rendez-vous aux premiers flocons.

Le journal est à PRIX LIBRE. Par cette pratique de solidarité, c'est donc l'usager qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement : Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal ?

Vous pouvez aussi soutenir A voix autre via le numéro de compte (banque Triodos), 523-0802245-33 en mentionnant « soutien » en communication.

Pour vous y abonner, veuillez indiquer « abonnement » en communi-

cation ainsi que la durée de celui-ci ou le nombre d'exemplaires. La somme versée doit couvrir les frais postaux.

Si vous souhaitez participer à la distribution du journal, il vous suffit de nous contacter.

Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles... doivent nous parvenir avant le 25 du mois à :

avoixautre@no-log.org

L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont disponibles sur

www.avoixautre.be

Ed.resp. : Nicolas Inghels, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. Ne pas jeter sur la voie publique.

Agenda

DU 2 AU 6 OCTOBRE - DE 18H30 À 23H00 - BXL - Université Sauvage lance cinq projectiles cinématographiques détournés, inédits, polémiques, incisifs, sensibles. Sur le Campus du Solbosch l'ULB. Entrée gratuite. Programme et info : u.s@no-log.org

SAMEDI 7 OCTOBRE - 14H - BXL - Street Party : Réappropriation Joyeuse et collective de la Vi(II)e. Dans un monde où il faut une autorisation pour tout, où l'espace public est privatisé et contrôlé, où rien ne peut plus arriver... prenons nos instruments, notre savoir-faire la fête, grand-mère (si elle est sympa), et réapproprions-nous la rue pour une fête sauvage et spontanée. Départ Porte de Halle à St Gilles. Plus d'info sur <http://reclaim.bruxxel.org/>

MARDI 16 OCTOBRE - DÈS 14H - LIÈGE - « journée mondiale de l'alimentation » : à 14 h pour la visite de la Ferme de la Vache, dès 17 h pour la découverte de produits, la rencontre de producteurs, pour la création de barricadeburgers, dès 19h pour les découvertes, mangeailles, pour les débats et musiques... Organisé par Barricade, 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. Information sur www.barricade.be

JEUDI 18 OCTOBRE - 20H - LIÈGE - Temps Récupéré. Une critique de l'aliénation de la guerre et du patriotisme. Une production de la Compagnie du Laccio rosso (Italie) Spectacle de marionnette non verbal. Carlo Levi, 48 rue st-léonard, 400 Liège. Information : 04/227.59.59 ou www.carlolevi.be

LUNDI 23 OCTOBRE - À 18H - LIÈGE - Atelier Aliment'Action : « ateliers « cuisine » qui cuisinent aussi la consommation. » Barricade, 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. Réservation : 04/222.06.22 ou www.barricade.be

DU 09 AU 11 NOVEMBRE - BXL - Festival des Libertés 2006 : le thème cette année « Résistances à la panique sociale » Pathé Palace - Bruxelles Une organisation de Bruxelles Laïque asbl. Info : www.festivaldeslibertes.be/

SAMEDI 25 NOVEMBRE - BXL - Sommet alternatif de l'OTAN - Conférence-Action : Deux jours avant le Sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'OTAN à Riga, les Bombe-spotters et leurs partenaires internationaux se rassemblent à Bruxelles. Au programme : information et préparation. Que se passe-t-il au sein de l'OTAN ? Quel est le discours de notre Ministre de la Défense par rapport aux armes nucléaires ? Que vont faire les Bombe-spotters en 2007 et en 2008 ? Où et comment pouvons-nous encore faire avancer les choses pour parvenir au départ des armes nucléaires ? Info et inscription : 0474 61 93 69 ou sur Bombspotting.be

**SAMEDI 14 OCTOBRE - 18H30 - BXL -
Soirée de concert SK14
au profit d'A voix autre.**

**Avec Free Tax, Cop on Fire,
El Pueblo & Happening Leek.**

A la péniche Fulmar, 22 quai des péniches, 1000 Bxl

Info : www.avoixautre.be

A VOIX AUTRE a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni État; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment

jectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES.

A BRUXELLES : Centre libertaire et groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste, au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Permanence et bibliothèque tous les premiers samedi après-midi du mois.

EN FLANDRE : www.anarchie.be.